

**ARRÊTÉ DU 22 OCTOBRE 2024**

portant sur des travaux d'installation des motifs de Noël effectués par l'entreprise LECLERE, rue Châtelaine et rue du Change, du 5 au 13 novembre 2024.

**LE MAIRE DE LA VILLE DE LAON,**

- VU** les dispositions du code général des collectivités territoriales, notamment celles en matière de police,
- VU** le code de la voirie routière,
- VU** le code de la route,
- VU** l'arrêté municipal du 15 janvier 2018 réglementant la circulation et le stationnement dans la ville de LAON ainsi que ceux le modifiant ou le complétant,
- VU** l'arrêté municipal n°2020/1470 du 26 mai 2020 portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric JOLY, 5<sup>ème</sup> Adjoint, dans le domaine de la prévention des risques et de la sécurité,

**CONSIDÉRANT** les travaux d'installation des motifs de Noël effectués par l'entreprise LECLERE sise 21 rue Monseigneur Coquart – 02240 RENANSART, rue Châtelaine et rue du Change, du mardi 5 au mercredi 13 novembre 2024.

**ARRÊTE**

- ARTICLE 1 :** L'entreprise LECLERE est autorisée à occuper le domaine public afin d'effectuer des travaux d'installation des motifs de Noël, rue Châtelaine et rue du Change, du mardi 5 novembre 2024 à 8 heures au mercredi 13 novembre 2024 à 19 heures.
- ARTICLE 2 :** La circulation des véhicules de toute nature sera interdite rue Châtelaine, du mardi 5 novembre 2024 à 8 heures au vendredi 8 novembre 2024 à 19 heures.
- ARTICLE 3 :** La circulation des véhicules de toute nature sera interdite rue du Change, du mardi 5 novembre 2024 à 8 heures au vendredi 13 novembre 2024 à 19 heures.
- ARTICLE 4 :** Les signalisations réglementaires en vigueur au code de la route et les pré-signalisations, en tant que de besoin, seront mises en place par l'entreprise chargée d'effectuer les travaux qui devra de même assurer un passage sécurisé aux piétons.
- ARTICLE 5 :** Pendant toute la durée de sa validité, le permissionnaire aura obligation d'afficher la présente autorisation.
- ARTICLE 6 :** Conformément à l'article R 421-1 du code de Justice Administrative, tout intéressé dispose d'un délai de deux mois pour contester cet arrêté auprès du tribunal administratif d'Amiens.
- ARTICLE 7 :** Le Directeur général des services de la ville de LAON, le Directeur départemental de la sécurité publique, ainsi que les agents placés sous leur autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.
- ARTICLE 8 :** Un original du présent arrêté sera inscrit au recueil des actes administratifs, un original sera transmis à l'intéressé. Une copie sera adressée à chaque membre chargé de l'exécuter, ainsi qu'au centre de secours principal, au centre hospitalier, aux transports urbains Laonnois, à la régie des transport de l'Aisne et au SIRTOM.

